AGENCE FRANCE PRESSE

Cinq idées reçues sur SUD-AFP

SUD-AFP ne signe jamais d'accord

C'est **FAUX**, nous avons au cours de ce mandat signé l'avenant sur le télétravail en 2023, l'accord issu de la Négociation annuelle obligatoire 2023 avec une augmentation générale de 2% et une prime de partage de valeur de 500 euros brut, la NAO 2024 avec une augmentation générale de 0,5% et une prime de partage de valeur de 200 euros brut pour ceux avec un salaire annuel brut de moins de 45.000 euros. Nous avons également signé l'accord sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail pour sécuriser la généralisation de la subrogation – le fait que l'AFP paie nos salaires en intégralité quand nous sommes en arrêt maladie et réclame auprès de la Sécurité sociale les indemnités journalières.

SUD-AFP est un syndicat irresponsable

Pour être tout à fait honnête, nous nous interrogeons souvent sur ce que signifie être un syndicat "responsable", et notamment vis-à-vis de qui. En revanche, nous assumons nos responsabilités **plus** que tout autre syndicat. Aucune réunion de négociation ne s'est tenue sans un délégué de SUD et, depuis 2023, nous avons un taux de présence en CSE de 101%, contre 76% pour la CFE-CGC (malgré le départ en retraite de l'un des deux élus au cours du mandat), 62% pour la CGT, 42% pour FO et 37% pour le SNJ. Si notre score dépasse 100%, c'est parce que nous avons parfois pu envoyer plus d'élus pour remplacer les absents des autres syndicats.

SUD-AFP est affilié à Solidaires

FAUX. Né en 2003, SUD-AFP a un temps fait partie de l'Union syndicale Solidaires, tout comme le SNJ. Aujourd'hui, même si nous continuons de partager des valeurs communes, nous sommes un syndicat intercatégoriel totalement indépendant de toute centrale syndicale ou parti politique. Nous fonctionnons, prenons nos décisions et utilisons l'argent des cotisations de nos adhérent.e.s sans dépendre de consignes à un niveau national. Nous défendons tous les salariés.

SUD-AFP est contre le fact-checking

FAUX. Nous nous interrogeons en revanche sur l'indépendance de l'Agence vis-à-vis des plateformes et le respect de nos normes éditoriales. C'est pour cela que nous avons saisi le Conseil supérieur de l'AFP à propos de notre contrat avec TikTok après avoir constaté que nous fournissons des fact-checks réalisés à l'étranger par des pigistes sans relecture par des rédacteurs staff. Nous nous interrogeons également sur les conditions de travail – certains ont été payés 2,50 dollars par fact-check – avec des contrats à durée déterminée.

SUD-AFP ne pense qu'à faire grève

FAUX. Nous assumons de croire au rapport de force et assumons d'utiliser tous les leviers à notre disposition. Ainsi, nous négocions, nous saisissons la justice et nous cherchons à mobiliser le personnel, que ce soit par le biais d'une grève ou par une motion de défiance, à laquelle nous avons appelé pendant des mois avant qu'elle ne finisse par voir le jour. Il est vrai que sur le volet de l'expatriation, nous n'avons pas autant cherché à négocier que d'autres pour la simple et bonne raison que la direction avait prévenu qu'il n'y avait rien à négocier. Le directeur général a d'ailleurs dès le début des discussions exclut de faire de la "cogestion", admettant que nous ne pourrions jamais, en tant que syndicats, être d'accord avec leur projet. A partir de ce moment, il était évident pour nous qu'il ne servait à rien de multiplier les réunions d'échanges, si ce n'est à faire semblant de montrer les muscles.

Pour discuter, échanger, débattre : venez à notre réunion ouverte du 8 octobre à 17H dans la salle Sport (2ème étage côté Vivienne ou Teams - Numéro de réunion : 382 531 388 529 315; Code secret : 7ih9EL2G). Une discussion vaut toujours mieux qu'un bon tract.

Paris, le 07 octobre 2026

***SUD*-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)**